

Grèce, Portugal, Union européenne : Pesons là où se prennent les décisions stratégiques - Réflexions sur les réflexions de Stathis Kouvelakis et sur les possibles

mercredi 11 novembre 2015, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2015).

L'urgence surgit dans l'imprévu. Voici tout d'abord une réaction "à chaud", concernant l'accord historique qui vient de se nouer à gauche au Portugal - sous forme de "réflexions sur les réflexions" que cet accord a inspirées à Stathis Kouvelakis, sur la base de son expérience en Grèce [1]. Je reviens ensuite sur l'exigence d'un rejet de tous les TINA (There Is No Alternative), en mettant l'accent sur ce qui devrait être "stratégique", tout en étant capable d'une grande souplesse tactique - mais dans le cadre d'un front de résistance "altereuropéiste", pour un autre monde...

"Les risques sont toutefois immenses et me semblent l'emporter de loin sur les gains espérés" ?

Quelles sont, nous dit Stathis Kouvelakis, les "trois façons de résumer" ce qu'il vient ainsi d'exprimer ?

Première réflexion ?

La question de la dette est esquivée - alors que le PS répète qu'il veut rester dans le cadre des engagements européens.

C'est vrai. Et ce sera un enjeu majeur. Mais :

a) le ratio de la dette du Portugal au PIB est plus faible que l'Italie, proche de la Belgique et n'implique pas une soumission actuelle au mécanisme européen de stabilité (MES) : il y a plus de marges que pour la Grèce ; et il faut voir de plus près quels sont les accords et moyens de financements préconisés pour les mettre en œuvre : Stathis semble affirmer un "bilan coûts/bénéfices", sans évaluation concrète des gains pour la population et des marges de manœuvre...

b) pourquoi ne pas proposer à toute la gauche européenne et portugaise de remettre sur le tapis la question soulevée par Tsipras, d'une conférence européenne sur la dette, pour déserrer ce faisant l'étau des relations bilatérales avec l'eurogroupe : c'est un "verrou" majeur des politiques dominantes et un sujet qui impose des "règles" acceptables et cohérentes pour une Union, donc le respect de principes. Discutons en démocratiquement, et sur des bases pluralistes : bref recherchons une politisation européenne des enjeux de la dette permettant une contestation démocratique de la légitimité des pressions de l'eurogroupe, la mise en évidence des mécanismes et critères d'efficacité fiscale et budgétaires, et ce que sont les intérêts populaires communs européens face aux "arguments" dominants sur la dette publique ;

c) cela pourrait aussi être préparé par une procédure d'audit entamée au Portugal indépendamment des accords gouvernementaux - lancée par des assos de la société civile.

Ultime remarque sur ce même sujet : ni la direction de Syriza, ni sa gauche (pour des raisons opposées et qui n'épuisent pas le débat) n'a soutenu le travail du Comité pour la vérité sur la dette grecque, ni donc véritablement mené campagne autour de ces enjeux. Une campagne européenne n'intéresse pas ceux et celles qui estiment qu'il n'y a pas d'enjeu stratégique et internationaliste spécifiquement européen.

Ce qui est en fait lié au second point :

Deuxième "réflexion" ? "l'expérience grecque a également démontré qu'entre une confrontation à grande échelle et la capitulation il n'y a pas de voie intermédiaire."

Cela a été "*démontré*" ? Et c'est donc général ? Autrement dit il faut une campagne européenne d'exit généralisé de l'UEM et de l'UE ? Il n'y a pas de place pour des luttes pour des droits, contre/dans l'UE et l'UEM...

Et cela aurait été "*démontré*" par le seul cas Grec ? Donc, il n'y avait pas d'autres politiques possibles que celle de Tsipras - ou l'exit, malgré tous les débats sur ce sujet ?

Par ailleurs, il n'y aurait pas davantage de marges de luttes pour des pays en meilleure situation relative que la Grèce ? L'expérience grecque était-elle la seule et dernière - ou la première tentative de mener une lutte nationale contre l'austérité, au nom des intérêts des peuples dans toute l'Union, notamment ?

Troisième réflexion : la difficulté des "lignes rouges" - et la logique « oseriez-vous renverser le gouvernement de gauche" ? - en Grèce, ou au Portugal ?

C'est une question essentielle. Mais en quoi l'exemple de Syriza aurait, là aussi, épuisé le sujet et "*démontré*" l'absence de critères et garde fou possibles ?

Dans la contribution "*Après l'échec de Syriza, rejetons tous les "TINA" - et pesons là où se prennent les décisions stratégiques*" (que je mets en suite de ces remarques) rédigée pour le prochain n° de la Revue *Les Possibles* du Conseil Scientifique d'Attac, je reviens notamment sur cet argument - à mon sens essentiel à toute lutte politique en dehors d'une situation clairement révolutionnaire : quels sont les compromis acceptables ? Qui en juge ? Sur quels critères ?

Toutes les trahisons se sont faites (sincèrement ou pas) au non du "moindre mal". On ne peut affronter ces dilemmes difficiles par des recettes hors de l'examen concret de ce qu'apportent les compromis proposés, dans leur contexte et dynamique : est-ce qu'ils améliorent la situation concrète de la population et donnent - ou pas - confiance en une politique alternative ? La procédure pour en juger est plus importante pour transformer un échec en appui pour l'avenir, que le choix lui-même. Espérons que là sera la leçon fondamentale tirée par les camarades portugais pour décider ... de chaque étape.

Cela même implique qu'un jugement émis de l'extérieur - sans être sans intérêt - est pour le moins à relativiser.

Le 3è Mémoire accepté par Tsipras poursuit la politique d'austérité et brise un terrible espoir de résistance à l'austérité. C'est la situation inverse qui est ouverte par les 70 points de l'accord négocié au Portugal : il s'agit d'engagements sur des ruptures concrètes avec les politiques mises en œuvre au Portugal, ouvrant de nouveaux possibles. Ils seront semés d'embûches, face à des

confrontations et choix difficiles qui se présenteront vite. Rien de sûr n'est garanti. Mais chaque bataille peut/doit ébranler la légitimité de l'eurogroupe et du fonctionnement de l'UEM si elle est menée en défense de droits humains, sociaux, politiques fondamentaux : l'axe est celui-là, auquel toutes les monnaies et financements doivent être subordonnés.

Merci aux camarades portugais, d'élargir de nouveaux possibles, dont nous devons encore apprendre.

Catherine Samary

Après l'échec de Syriza, rejetons tous les "TINA"

L'échec de Syriza éclaire une réalité : toute lutte voulant soumettre les financements de marché et bancaires à des critères sociaux et démocratiques se heurtera aux forces, institutions, Traités de l'UE défendant la logique inverse. On ne peut "réformer" cette logique par une "négociation" sans rapport de force. Mais l'échec de Syriza signifie—t-il qu'il était ou devient illusoire de vouloir combattre cette logique dans l'UE et dans la zone euro ? Le débat stratégique européen indispensable ne doit exclure que les réponses xénophobes, sans "essentialiser" (positivement ou négativement) l'euro. C'est la guerre sociale menée du local au planétaire en passant par l'UE qu'il faut mettre en échec partout où se prennent les décisions stratégiques - avec un enjeu européen majeur, s'articulant à la fois sur les luttes nationales et internationales .

Contre tous les TINA

« Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les Traités européens » a honnêtement déclaré Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne. L'échec de la stratégie de Syriza est d'abord le résultat de ce fait brut : il n'y a pas eu "négociation" du côté de l'eurogroupe dont le TINA était imprévu pour A.Tsipras - et pour une partie de la gauche européenne. Le référendum exprimant démocratiquement son « OXI » a radicalisé et non pas assoupli la position adverse.

Sauf que...ce TINA n'était ni le premier, ni le plus "stratégique" (global) relevant de la même logique. C'est Margaret Thatcher qui a imprimé le "sens" de ce qui allait marquer la nouvelle phase du capitalisme depuis le début des années 1980. Son but, comme celui de l'eurogroupe, était de démanteler toutes les résistances et protections sociales issues de la période de croissance antérieure pour imposer une logique de concurrence, passant par les privatisations généralisées.

Ce fut le début d'une guerre sociale, derrière un discours "néo-libéral", en réponse à la crise structurelle de profit et de l'ordre mondial qui se manifestait dans les années 1970. Cette réponse fut radicalisée par le basculement de 1989/91 mettant fin au "monde bipolaire" (la "fin de l'Histoire" ?). La pseudo-démocratie pluraliste s'est de plus en plus traduite dans le monde, et en particulier en Europe par des alternances sans alternatives, tous les partis dominants dits de gauche se ralliant à ce TINA-là, fondamental - celui des privatisations et du marché généralisé. Les courants néo-libéraux ont pu opter pour l'euro - ou s'y opposer comme en GB où ils fustigent les "ingérences" d'institutions bruxelloises et européennes dans le fonctionnement des marchés. Dans les rapports de force actuels, la sortie de la GB de l'UE se serait aucunement une résistance aux politiques d'austérité.

Cela ne signifie pas que l'euro est "neutre" - aucune monnaie et institution dans le capitalisme n'est hors rapports de classes. Et nul doute qu'il faut penser et préparer un "après UEM" modifiant radicalement les fonctions et l'architecture des monnaies. Mais cela n'implique pas qu'il soit efficace d'axer les fronts de résistance sur l'euro, indépendamment du contexte et des forces en présence ; encore moins que les luttes progressistes seraient plus efficaces en quittant l'UE. Le carcan n'est pas sans contradictions et points faibles à exploiter.

L'UE des espoirs aux réalités

Pour les pays de l'Europe du Sud sortant de dictatures et plus pauvres que la moyenne de la CEE qu'ils rejoignaient dans un monde de guerre froide, puis pour ceux de l'Europe de l'Est après la chute terrible de niveau de vie de la décennie 1990, la CEE ou l'UE se présentait comme "le centre" européen porteur d'acquis sociaux et démocratiques des luttes passées. Rejoindre l'union pouvait signifier l'espoir de sortir de la "périphérisation absolue", gagner des droits démocratiques, bénéficier de l'accès à des fonds structurels du budget européen supposés aider à un rattrapage de niveau de vie pour tous les pays plus pauvres que la moyenne de l'Union . Pour lutter contre un abstentionnisme massif sur les questions européennes, et obtenir la ratification de l'adhésion à l'UE, ce sont ces supposés avantages qui ont été mis en avant - et certainement pas un projet de concurrence "libre et non faussée" ; encore moins un statut "périphérique" ou semi-colonisé interne, sous domination d'un eurogroupe sans statut légal. Dans les négociations, les droits de représentation des pays ne devaient pas dépendre de la loi du plus riche.

Cela ne faisait pas de l'UE un cadre démocratique et proche des populations, ni ne supprimait les caractéristiques à la fois capitalistes et technocratiques de toute l'histoire de cette construction. Mais celle-ci était lourde de conflits, contradictions, évolution avec continuités et discontinuités - de la CEE à l'UE- qui ne peuvent se comprendre par la seule lecture des Traités. L'ensemble a laissé des "traces" institutionnelles et socio-économiques (ainsi que des perceptions évolutives et de lourdes déceptions) à la fois fort éloignées des images d'Épinal sur les "valeurs de l'Europe" et des visions simplistes qui l'assimilent à une forme d'intégration uniquement basée sur le libre-échange.

Les Accords de Maastricht instituant l'UE sont le résultat extrêmement bancal de négociations visant à plusieurs objectifs imbriqués : répondre à la crise spéculative intense frappant les monnaies nationales en 1991/92 et faisant éclater le Système monétaire européen (SME, basé sur la monnaie officielle commune, l'Écu) ; s'appuyer sur cette crise pour convaincre l'Allemagne désormais unifiée de renoncer au DM en s'intégrant dans la future UEM basé sur l'euro ; tendre, ce faisant, vers un système monétaire mondial réduisant la domination absolue du dollar ; camoufler sous un label "européiste" le basculement programmatique radical de la social-démocratie vers le libéralisme ; rendre plus difficiles les résistances sociales à ce tournant en éloignant le centre de décision du cadre national.

Nous sommes à présent au cœur d'une nouvelle phase, marquée depuis 2009 par l'exploitation néo-libérale de la crise débutant dans l'eurozone en Grèce, devenue pseudo "crise des dettes souveraines" : toutes les dimensions antisociales et anti-démocratiques de l'UE se sont radicalisées bien qu'elles se présentent comme un "progrès vers plus de solidarité" et de fédéralisme. En substance, les forces dominantes de l'UE ont saisi cette crise pour que les maigres dimensions politiques et sociales de l'UE soient anéanties. Alors que les dettes ont massivement augmenté pour sauver les banques privées et que, au cours de la phase néo-libérale, elles ont été le résultat non pas d'une augmentation des dépenses publiques mais principalement d'une baisse des impôts sur les grandes fortunes et entreprises, la "discipline" budgétaire vise deux objectifs essentiels : la privatisation des biens, fonds de retraite et services publics qui ont résisté aux assauts antérieurs ; la "flexibilité" de l'emploi pour dégager des "avantages compétitifs" à l'exportation.

Les Traités européens ont été modifiés ou de nouveaux "Pactes" établis dans le sens d'obliger les Parlements à inscrire en "règles d'or" indiscutables les choix de politique économique qui devraient relever des débats politiques, tout en plaçant ces mêmes parlements sous surveillance de la Commission européenne. Les banques "systémiques" ("too big to fail") contournent les pseudo-contrôles. Par contre l'établissement d'un Mécanisme européen de stabilité (le MES) (équivalent d'un FMI interne) permet de placer le pays "aidé" sous tutelle . L'exemple grec est donc symptomatique d'un enjeu global.

Le débat n'est pas dans le diagnostic - il est dans la réponse : comment résister ? Dans l'immédiat le 3è mémorandum infligé à la Grèce est pire que les précédents, notamment parce que la direction de Syriza en assume l'application.

Du "moindre mal" aux compromis compromettants - qui en juge ?

Pourquoi avoir signé ce "mauvais" mémorandum et s'être même porté volontaire pour l'appliquer - ce qui impliquait de museler toute opposition de gauche et de s'appuyer sur une nouvelle majorité avec des forces de droite hier contestées ? Tout cela a été légitimé au nom d'un supposé "moindre mal" (on s'est battu, on a perdu, mais on a évité "le pire" - le Grexit ou même un autre mémorandum aux conditions pires : c'est un "mauvais accord" mais on jouera sur les marges d'application : tel fut en gros le discours d'A. Tsipras).

Que l'on soit ou pas d'accord avec ce discours (je pense personnellement que le pire est d'appliquer un tel Mémorandum), nous devons prendre au sérieux de vrais dilemmes dans un rapport de force défavorable : l'argument du "moindre mal" est celui que toutes les gauches au pouvoir ont toujours (honnêtement ou pas) mis en avant pour accepter des concessions majeures sur leurs programmes. Il serait absurde de refuser des négociations (les grévistes y sont régulièrement contraints) ou d'exclure des compromis. Ceux qui représentent des victoires partielles et donnent confiance pour aller plus loin, ceux qui améliorent l'existence quotidienne de la grande masse des populations font évidemment partie des compromis acceptables. Le problème est dans la démobilisation et démoralisation qui accompagnent des compromis compromettant l'espoir même d'une autre politique possible.

Dans un contexte difficile le processus de formation d'un choix est plus important que le choix lui-même, notamment face à un possible échec. Il faut saluer l'initiative d'A. Tsipras, d'appeler à un référendum interrompant les négociations. Cela fut perçu comme un acte remarquable de démocratie, suscitant dans toute l'Europe espoir et enthousiasme. Le moyen de ne pas sortir vaincu, même quand on perd une bataille, est d'avoir décidé ensemble l'orientation à chaque étape - afin de pouvoir aussi en conserver une force collective pour d'autres batailles. Rendre publique l'absence de "négociations" et les diktats d'en face ; permettre l'expression claire de la pluralité des choix avec leurs atouts et incertitudes, voilà ce qu'on aurait espéré après l'OXI grec. Mais un nouveau TINA a été imposé sans débat, celui de prendre la responsabilité (gouvernementale) d'appliquer un "mauvais" mémorandum, au nom d'un autre TINA : pas d'autre choix que de rester dans l'eurosystème - qui consolide à son tour un ultime TINA : pas d'autres choix que l'exit . Sont alors évacuées toutes les mesures visant à rompre avec "l'austérité", à réduire la dépendance envers la BCE et le marché international tout en contestant la légitimité de l'eurogroupe et de ses politiques : suspension du paiement de la dette en défense de droits sociaux fondamentaux, bataille pour faire connaître la vérité sur les causes de la dette grecque et exiger une conférence européenne ; contrôle des banques et des mouvements de capitaux ; soutien aux productions solidaires autogérées de biens et services, monnaie fiscale...

Pas d'essentialisation de l'euro - mais enjeu stratégique européen incluant tous les moyens de financement des besoins

Le débat stratégique européen est sans précédent historique, car marqué par un contexte qui a profondément changé face à des crises imprévues par les initiateurs du Traité de Rome : le SME (1979) basé sur la monnaie commune l'Ecu, répondait à la crise du SMI de Bretton Woods ; de même l'UEM répondait à d'autres grands imprévus : le basculement néo-libéral des années 1980, la fin du monde bipolaire et la crise du SME européen de 1991/92.

Le caractère bancal et explosif socialement d'une monnaie unique sur un espace hétérogène et sans cohésion organique a été depuis longtemps souligné. Mais certains pensaient (dans une partie des Verts ou de la gauche) que l'expérience pousserait à introduire "ce qui manquait" pour consolider cette construction : plus de social, plus de démocratie, plus de budget et de solidarité fédérale... D'autres annoncent depuis quinze ans l'éclatement de ce système. Et nul ne pouvait dire à l'avance ce que seraient les réactions des forces sociales et partis dominants face à la première crise de l'eurozone, avec ses chocs asymétriques dont les marchés spéculatifs ne pouvaient que s'emparer.

L'évolution a été différente à la fois des visions "eurooptimistes" et de l'éclatement tant annoncé. Rien n'est sûr pour l'avenir, face à la combinaison de la crise des "migrants", des incertitudes de la croissance et de la montagne de "capital fictif" accumulé notamment dans la pieuvre financière mondialisée - dont une partie majeure est ancrée en Europe.

Les défenseurs des politiques de dévaluation (donc d'exit pour les mettre en œuvre) prennent souvent pour exemple l'Argentine ou la Russie. C'est rester sur le terrain de la concurrence mondiale alors qu'il faut rompre avec cette logique. Mais c'est aussi se mettre en dehors du temps et de l'espace où nous devons réagir : d'une part, l'UE et la monnaie unique créées dans l'après 1989 ont profondément modifié des flux de biens et de capital sur le continent : la majeure partie des échanges, des IDE des financements sont devenus intra-européens. Les interdépendances entre la Russie et une part majeure de l'UE (notamment Allemagne, Italie, France et pays d'Europe de l'Est) sont, au-delà des discours de guerre froide, les réalités dominantes à l'arrière-plan des négociations sur la crise ukrainienne.

En outre, l'UE joue un rôle majeur dans la négociation de Traités de libre-échange internationaux qui défendent les intérêts des FMN à la fois au détriment des droits sociaux et d'une maîtrise de la crise climatique. Il est impossible de peser sur de tels enjeux désormais mondialisés à la seule échelle nationale. Préserver à tout prix et faire jouer le droit de veto du Parlement européen sur ces Traités sont des objectifs stratégiques qui imposent de ne pas désertir cette scène là - sans s'enliser dans des institutions bureaucratiques : on peut articuler résistances extra-parlementaires et parlementaires, contre-pouvoirs au plan national, européen et altermondialiste.

Enfin, l'UE impose des mécanismes et pactes à l'échelle européenne. La dette publique doit être au cœur des réponses stratégiques, parce qu'elle est le vecteur des offensives anti-sociales européennes, appuyées sur le FMI (hors de l'UEM) ou sur le MES. Il faut une démarche de dénonciation des mensonges dominants sur les dettes soit disant dues à trop de dépenses sociales. Traiter ce problème uniquement pays par pays c'est s'emprisonner dans le tête-à-tête avec les institutions européennes. Une campagne pour une conférence européenne sur la dette serait essentielle pour légitimer un moratoire immédiat, en défense de droits sociaux. Une telle exigence serait plus facile à défendre dans un pays significativement plus grand que la Grèce - l'Etat espagnol - ou comme initiative populaire de masse (un million de signatures) émanant de pays membres les plus fragilisés par la dette.

Lever les faux/mauvais débats et pseudos choix binaires

Ce n'est pas parce que l'extrême-droite est pour l'exit qu'il faut être contre. Et la défense d'un exit n'oblige pas à prôner l'alliance avec les nationalistes xénophobes. Mais que des "non" s'ajoutent

dans les urnes n'a rien à voir avec une campagne commune et des alliances avec les courants nationalistes de droite et d'extrême-droite. Les thèses de l'extrême-droite doivent être combattues, quelle que soit la solution monétaire préconisée. Il faut soutenir les droits nationaux (politiques, culturels, démocratiques) tout en rejetant le nationalisme comme idéologie xénophobe de défense d'une "nation" ethniquement pure. Les succès de Marine le Pen sont bien moins dus aux discours anti-européens qu'à la xénophobie qui dénonce l'invasion de la France par l'islam qui menacerait la nation, la laïcité, les femmes, les juifs et les homosexuels. La "nation française" que Marine Le Pen défend n'est pas la nôtre.

Donc discutons de façon autonome quelle société nous voulons – du national au global en passant par les relations européennes, sans isoler une question monétaire au-dessus des dynamiques politiques et sociales concrètes. Il en va de même de la "souveraineté" qui doit s'analyser dans le contexte de pouvoirs de décisions de "ceux d'en haut", imbriqués et puissants à différentes échelles. Cela impose aussi une réflexion sur le principe de "subsidiarité" subordonné à des choix sociaux et environnementaux de « ceux d'en bas », permettant de discuter à quels niveaux territoriaux et politiques on peut le mieux décider et contrôler les choix, selon les sujets et le contexte.

Le fait que n'existe pas « un peuple européen » n'est aucunement un argument empêchant l'émergence de communautés politiques de lutte, et d'une démarche stratégique européennes au plan politique et institutionnel, donc non réductible à une simple juxtaposition ou coordination de luttes sociales. Il faut donc réfléchir à des projets qui combinent différents niveaux de décisions, de financement, et de contrôle démocratique des choix établis par les peuples souverains, notamment au plan européen .

Construire l'espace européen d'émergence d'un "bloc hégémonique alternatif"

Que l'on décide, dans un contexte national donné, d'être ou non dans l'UE et l'UEM, le rapport de force progressiste que l'on doit s'efforcer de construire vise la remise en cause démocratique des Traités et des politiques dominantes au nom de droits et buts écologiques et sociaux fondamentaux : le niveau européen doit soutenir et étendre les conquêtes nationales, et pas l'inverse ; il doit peser sur les politiques internationales dans le sens d'une nouvelle architecture des droits qui s'imposent aux FMN et aux marchés financiers – et non l'inverse. Ne peut-on espérer un regroupement socio-politique capable de défendre – notamment lors d'élections européennes – un Manifeste commun ?

Bernard Cassen nous propose de « sortir la gauche radicale de l'impasse » en prônant un "plan B" . Le débat évolue puisqu'il affirme : " il convient que cette rupture s'inscrive dans une perspective européenne préalablement débattue et approuvée". Pourquoi ne pas dire que loin d'accepter comme fatale l'absence d'un espace public européen, il est vital de le construire ? On pourrait notamment y débattre le plan B proposé par B. Cassen et d'autres : "le remplacement de la monnaie unique, l'euro, par une monnaie commune articulée avec les monnaies nationales" . Pourquoi limiter ainsi la réflexion stratégique vers la monnaie et non vers des projets communs et campagnes "stratégiques" (qui n'impliquent pas un exit préalable) : conférence européenne sur les dettes souveraines et contre les mémorandums en défense des droits sociaux fondamentaux ; initiatives populaires contre les financements de marché et pour la subordination des banques au contrôle social et politique ; mutualisation des expériences de résistance nationales aux politiques dominantes sur un site commun en diverses langues favorisant des campagnes coopératives....

D'autre part, pourquoi la monnaie commune ne pourrait-elle pas être l'euro ? Frédéric Lordon l'a suggéré dans certains articles malgré son mépris pour les illusions envers un "bon euro". Il faut travailler sur diverses architectures possibles des monnaies (y compris internationales) ; et inclure à ces réflexions les projets de monnaies fiscales ("euro nationales") associées à des programmes de production et distribution de biens et services rompant à la fois avec les privatisations et les

logiques xénophobes.

Les scénarios à venir sont imprévisibles. Syriza a mis à l'ordre du jour pour la première fois la revendication d'une autre politique économique dans toute l'UE, respectueuse des droits sociaux et démocratiques fondamentaux. Il ne faut pas renoncer à poursuivre cette bataille dans/contre l'UE et contre la cristallisation d'un eurogroupe tout puissant qui pousserait vers un exit "volontaire" des peuples encombrants pour consolider ses pleins pouvoirs sur une Europe de plus en plus inégalitaire.

Catherine Samary

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 36301), [Vu de Grèce : peser les risques - Quelques réflexions sur la situation au Portugal](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36301) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36301>